

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3135

[C — 2004/27193]

29 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du chapitre I^{er} du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances,

Vu l'accord du Ministre du Budget,

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.538/2, donné le 3 mars 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel que remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions;

3° l'administration : la Direction de la coordination, de la Réglementation et des labels de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi.

CHAPITRE II. — La reconnaissance d'une appellation d'origine

Art. 2. § 1^{er}. Toute entreprise ou tout groupement, doté ou non de la personnalité juridique, et établi en Région wallonne peut solliciter la reconnaissance d'une appellation d'origine au sens du chapitre 1^{er} du décret.

§ 2. La demande est adressée au Ministre et est accompagnée d'un mémoire justificatif ainsi que d'un projet de cahier des charges détaillant les conditions que doivent réunir le ou les produits concernés pour pouvoir être fabriqués, transformés, offerts en vente ou vendus sous l'appellation d'origine proposée.

La demande qui tend à faire reconnaître une appellation d'origine locale indique en outre les zones de production et de transformation.

La demande comprend également la proposition d'un organisme certificateur agréé.

§ 3. La demande fait l'objet d'un avis officiel au *Moniteur belge* invitant les tiers intéressés à formuler leurs observations dans un délai d'un mois auprès de l'administration. Le ou les demandeurs sont informés des observations éventuelles des tiers et sont invités à y répondre dans un délai n'excédant pas un mois. La demande, accompagnée de l'avis de l'administration, des éventuelles observations de tiers et des réponses y apportées, est soumise à la Commission consultative scientifique pour les produits non agroalimentaires visée au chapitre 3. Celle-ci rend un avis dans les trois mois de sa saisine.

§ 4. S'il accueille la demande de reconnaissance d'une appellation d'origine, le Gouvernement arrête le cahier des charges.

L'arrêté désigne l'organisme certificateur agréé pour les contrôles et la délivrance des attestations d'origine ainsi que, s'il échet, les laboratoires chargés des analyses à effectuer. Cet arrêté du Gouvernement est publié au *Moniteur belge*.

CHAPITRE III. — La Commission consultative scientifique pour les produits non agroalimentaires

Art. 3. La Commission consultative scientifique instituée par l'article 8 du décret, ci-après dénommée la commission, est située au siège du Conseil économique et social de la Région wallonne.

La commission est composée de :

- deux représentants d'institutions universitaires;
- deux représentants de centres de recherche scientifiques;
- deux représentants d'institutions supérieures non universitaires;
- deux représentants de l'administration.

Ces représentants sont nommés par le Gouvernement pour une durée de trois ans renouvelable.

Le président de la commission est nommé parmi ses membres par le Gouvernement. En cas d'empêchement de celui-ci, la présidence est assurée par le membre le plus âgé de la commission. Le secrétariat est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 4. La commission adopte un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du Ministre.

Ce règlement d'ordre intérieur précise notamment :

1° les modalités de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux, avis et autres documents établis par la commission;

2° les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts;

3° les délégations de signatures.

Art. 5. La commission ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins. Si cette condition n'est pas remplie, la commission est convoquée à nouveau avec le même ordre du jour et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les avis sont adoptés à la majorité simple des membres présents.

Lorsqu'un membre s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis peut être complété par une mention relatant l'opinion divergente.

La commission peut inviter les personnes de son choix à ses travaux. Ces personnes n'ont pas voix délibérative.

Art. 6. Il est interdit à un membre de la commission de délibérer sur des objets auxquels il a un intérêt soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, soit par personne interposée.

Art. 7. Les membres de la commission ont droit au remboursement de leurs frais de parcours conformément aux règles applicables aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne.

Art. 8. Le Gouvernement remplace le membre de la commission qui :

1° n'a pas siégé sans motif valable durant trois réunions consécutives;

2° laisse vacant son mandat;

3° perd la qualité pour laquelle il a été nommé;

4° manque aux devoirs de sa charge.

CHAPITRE IV. — *Les organismes certificateurs*

Art. 9. Pour pouvoir être agréé en application de l'article 4 du décret, l'organisme certificateur doit justifier :

1° qu'il jouit de la personnalité juridique;

2° qu'il ne se livre pas lui-même à la production, la fabrication, la transformation ou la vente de produits de même nature que ceux pour lesquels il demande l'agrément;

3° qu'il dispose en permanence des moyens nécessaires pour assurer le respect des conditions fixées à l'octroi de l'appellation d'origine pour laquelle l'agrément est demandé.

Il doit présenter des garanties d'indépendance à l'égard des entreprises de production, de fabrication, de transformation ou de vente des produits pour lesquels il demande l'agrément. Il ne peut être administré ou géré par des personnes exerçant des mandats ou des fonctions d'employé au sein de telles entreprises.

Art. 10. La demande d'agrément est introduite auprès du Ministre et comprend les éléments suivants :

1° la dénomination et le siège social de l'organisme certificateur;

2° une copie des statuts;

3° l'exposé des compétences et des moyens techniques dont l'organisme demandeur dispose dans le domaine pour lequel l'agrément est demandé.

Art. 11. L'arrêté d'agrément est notifié à l'organisme certificateur. Il fixe les conditions auxquelles l'agrément est accordée, les produits concernés et les redevances maximales à percevoir ainsi que la durée de l'agrément qui ne peut excéder dix ans. L'arrêté d'agrément est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 12. L'organisme certificateur est tenu de :

1° ne réclamer pour la délivrance des attestations d'origine que le montant des frais déterminés par l'arrêté d'agrément;

2° recourir pour les analyses et contrôles auxquels il ne procède pas lui-même, aux seuls organismes préalablement agréés par le Gouvernement conformément à l'article 6 du décret; cet agrément est soumis aux conditions et à la procédure définies aux articles 10 et 11;

3° mettre en place un contrôle efficace et impartial préalable à la délivrance de l'attestation d'origine permettant de vérifier l'aptitude du demandeur au respect du cahier des charges;

4° délivrer les attestations d'origine conformément aux modèles définis à l'annexe du présent arrêté;

5° s'assurer régulièrement, et au moins une fois par an, auprès des bénéficiaires d'attestation d'origine que les conditions fixées par le cahier des charges sont respectées;

6° se soumettre au contrôle des fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre et leur transmettre toute information requise;

7° déposer son rapport annuel d'activités au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivante. Ce rapport doit contenir une description des méthodes de contrôles utilisées et une synthèse des résultats obtenus, ainsi que les résultats financiers de l'exercice écoulé, le projet de budget pour l'année suivante.

Art. 13. § 1^{er}. L'organisme certificateur peut à tout moment renoncer à son agréation par courrier recommandé adressé au Ministre. La renonciation ne devient effective qu'à partir de trois mois à dater de la réception du courrier recommandé.

§ 2. L'agréation accordée peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement dans l'hypothèse où l'organisme certificateur ne présente plus les garanties requises ou ne respecte plus ses obligations. L'organisme concerné est au préalable entendu par la commission.

CHAPITRE V. — *Octroi, retrait et cession d'une attestation d'appellation d'origine*

Art. 14. § 1^{er}. La demande d'une attestation d'appellation d'origine est introduite par lettre recommandée à la poste auprès de l'organisme certificateur agréé pour l'appellation d'origine concernée.

§ 2. La décision quant à l'aptitude au respect du cahier des charges concerné est notifiée au demandeur dans un délai de six semaines qui suivent la réception de la demande.

L'attestation d'origine est réputée acquise à défaut du refus notifié dans le délai susmentionné.

§ 3. La notification de l'octroi d'une attestation d'origine s'accompagne d'un certificat mentionnant l'identité et l'adresse du bénéficiaire, les produits concernés ainsi que le cahier des charges y relatif.

§ 4. Sans préjudice du droit de requérir de nouvelles analyses conformément à l'article 5, 1^o, du décret, la décision de refus d'octroi d'une attestation d'origine est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement selon la procédure fixée aux articles 17 et 18.

Art. 15. § 1^{er}. Lorsqu'un contrôle par l'organisme certificateur révèle un défaut de conformité au cahier des charges, l'organisme certificateur en avise le titulaire de l'attestation d'origine dans les huit jours et lui rappelle les mesures à mettre en œuvre pour restaurer la conformité au cahier des charges.

Est assimilé à un défaut de conformité au cahier des charges, le refus de contrôle ou l'obstruction mise à celui-ci.

Au plus tard dans le mois qui suit le contrôle au cours duquel le défaut de conformité a été constaté, un nouveau contrôle est effectué par l'organisme certificateur. Le titulaire d'une attestation d'origine peut requérir de l'organisme certificateur un contre-examen ou s'adresser à un autre organisme certificateur agréé.

Les résultats de ce contrôle sont notifiés au titulaire de l'attestation d'origine dans un délai de huit jours.

§ 2. Après audition du titulaire de l'attestation d'origine ou de son mandataire sur convocation adressée au moins quarante-huit heures à l'avance, l'organisme certificateur retire l'attestation si la non-conformité persiste plus d'un mois après la convocation. En cas d'urgence, l'organisme certificateur peut abréger ce dernier délai sans que celui-ci ne puisse être inférieur à quatre jours calendrier.

La décision de retrait de l'attestation d'origine est notifiée au titulaire. La décision de retrait est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement selon la procédure fixée aux articles 17 et 18.

Art. 16. Une attestation d'origine ne peut être cédée qu'avec les actifs utilisés pour la production des produits concernés et moyennant l'engagement écrit du cessionnaire de respecter le cahier des charges et ses modifications ultérieures ainsi que d'accepter les contrôles de son respect.

La cession n'est effective qu'après vérification par l'organisme certificateur que ces conditions sont respectées. Le cessionnaire doit introduire la demande de vérification auprès de l'organisme certificateur agréé.

L'organisme certificateur notifie au cédant et au cessionnaire sa décision dans un délai de deux mois à dater de l'introduction de la demande. A défaut de notification dans le délai de deux mois, la décision est réputée favorable.

La décision de l'organisme certificateur est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement selon la procédure fixée aux articles 17 et 18.

CHAPITRE VI. — *Recours auprès du Gouvernement*

Art. 17. § 1^{er}. A peine de déchéance, le recours est introduit par lettre recommandée à la poste et adressée au Ministre dans le mois de la réception de la notification de la décision. Cette lettre expose les moyens du requérant; copie de la notification de la décision attaquée y est jointe.

Le recours peut être introduit par un mandataire; dans ce cas, la procuration est jointe au recours.

Une copie du recours est envoyée dans le même délai et sous pli recommandé à la poste à l'organisme certificateur qui a pris la décision concernée. Celui-ci communique au Ministre le dossier complet.

§ 2. Le Ministre ou son délégué entend le requérant ou son mandataire; un procès-verbal est établi. Ce procès-verbal ainsi que les éventuels mémoires ou pièces déposées par le requérant sont joints au dossier.

§ 3. Le recours auprès du Gouvernement n'est pas suspensif.

Art. 18. La décision du Gouvernement est notifiée au requérant avec copie à l'organisme certificateur qui a pris la décision attaquée dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 19. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 15, § 2, du décret, sont abrogés :

1^o l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 fixant les conditions d'agrément des organismes certificateurs;

2^o l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne;

3^o l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 fixant la composition et les statuts de la commission des labels de qualité et des appellations d'origine;

4° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 concernant les attestations de qualité, d'origine locale ou d'origine wallonne à délivrer par les organismes certificateurs;

5° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 concernant les signes distinctifs qui matérialisent le label de qualité, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne;

6° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant agrément d'organismes certificateurs dans le cadre du décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine wallonne et l'appellation d'origine locale.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les agréments des organismes certificateurs accordés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 1997 concernant l'attribution de l'appellation d'origine locale dentelle de Binche et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 concernant l'attribution de l'appellation d'origine locale Pierre bleue dite Petit Granit d'âge géologique tournaisien, sont maintenus jusqu'à l'expiration de la période initialement fixée.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe

Modèle d'attestation d'origine locale et d'attestation d'origine wallonne
(produit + origine)

Décerné à :

Représentant le groupement/l'entreprise :

En tant que :

Date de publication des statuts au *Moniteur belge* (si société commerciale) :

Située à :

Par l'organisme certificateur :

Le groupement/l'entreprise est agréé(e) pour la production de (produit + origine) sous l'appellation d'origine protégée en vertu du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002.

Les produits vendus sous l'appellation d'origine protégée (produit + origine) par le bénéficiaire doivent porter le logo suivant :

(LOGO)

Fait à, le

pour l'organisme certificateur

Expiration

Nom et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 portant exécution du chapitre 1^{er} du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3135

[C - 2004/27193]

29. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Kapitel I des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

Aufgrund des am abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. März 2004 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat in seiner durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Fassung Nr. 36.538/2 des Staatsrats;
Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien
Nach Beratung,
Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen :

1° "das Dekret": das Dekret vom 7. September 1989 in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

2° "der Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° "die Verwaltung": die Direktion der Koordinierung, der Reglementierung und der Gütezeichen der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung.

KAPITEL II — *Die Zuerkennung einer Ursprungsbezeichnung*

Art. 2 - § 1. Jedes Unternehmen oder jede Vereinigung mit Sitz in der Wallonischen Region kann unabhängig davon, ob es bzw. sie eine Rechtspersönlichkeit besitzt oder nicht, die Zuerkennung einer Ursprungsbezeichnung im Sinne von Artikel 1 des Dekrets beantragen.

§ 2. Der Antrag wird an den Minister gerichtet gemeinsam mit einer schriftlichen Begründung und dem Entwurf eines Lastenhefts, in dem ausführlich die Bedingungen beschrieben werden, die das oder die betreffenden Produkte erfüllen müssen, um unter der vorgeschlagenen Ursprungsbezeichnung hergestellt, verarbeitet, zum Vertrieb angeboten oder vertrieben werden zu können.

In dem Antrag, in dem die Zuerkennung einer Ursprungsbezeichnung angestrebt wird, werden außerdem die Herstellungs- und Verarbeitungsgebiete angeführt.

Der Antrag umfasst zudem den Vorschlag einer zugelassenen Prüfstelle.

§ 3. Der Antrag ist Gegenstand einer amtlichen Bekanntmachung im Belgischen Staatsblatt, durch die Dritte, die ein Interesse geltend machen, aufgefordert werden, innerhalb einer Frist von einem Monat ihre Anmerkungen bei der Verwaltung vorzubringen. Der oder die Antragsteller werden von den ggf. von Dritten vorgebrachten Anmerkungen in Kenntnis gesetzt und aufgefordert, innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreiten darf, auf sie zu antworten.

§ 4. Insofern die Regierung dem Antrag auf Zuerkennung einer Ursprungsbezeichnung stattgibt, legt sie auch das Lastenheft fest.

Durch einen Erlass wird die für die Durchführung von Kontrollen und die Ausstellung von Ursprungsbescheinigungen zugelassene Prüfstelle bezeichnet sowie ggf. die Labors, die mit den durchzuführenden Analysen beauftragt werden. Dieser Erlass der Regierung wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

KAPITEL III — *Der wissenschaftliche Beratungsausschuss für die Erzeugnisse, die nicht zu den landwirtschaftlichen Nahrungsmitteln gehören*

Art. 3 - Der durch Artikel 8 des Dekrets eingesetzte wissenschaftliche Beratungsausschuss, nachstehend der Ausschuss genannt, hat seinen Sitz in den Räumlichkeiten des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Wallonischen Region.

Der Ausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

- zwei Vertreter der universitären Einrichtungen;
- zwei Vertreter der wissenschaftlichen Forschungszentren;
- zwei Vertreter der Einrichtungen des nicht-universitären Hochschulwesens;
- zwei Vertreter der Verwaltung.

Diese Vertreter werden von der Regierung für einen erneuerbaren Zeitraum von jeweils drei Jahren ernannt.

Der Vorsitzende des Ausschusses wird unter dessen Mitgliedern von der Regierung ernannt; ist er verhindert wird der Vorsitz durch das älteste Mitglied des Ausschusses wahrgenommen. Der Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region übernimmt dessen Sekretariatsführung.

Art. 4 - Der Ausschuss verabschiedet eine allgemeine Dienstordnung. Diese wird dem Minister zur Genehmigung vorgelegt.

Die allgemeine Dienstordnung regelt insbesondere:

- 1° die Modalitäten für die Vorladung der Mitglieder, die Festlegung der Tagesordnung, das Erstellen und die Genehmigung der Sitzungsprotokolle, der Gutachten und sonstigen im Namen des Ausschusses erstellten Dokumente;
- 2° die Regeln für die Teilnahme an den Sitzungen sowie für die Beilegung von Interessenkonflikten;
- 3° die Übertragung der Unterzeichnungsbefugnis.

Art. 5 - Die Beratungen des Ausschusses sind nur gültig, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind; ist diese Bedingung nicht erfüllt, wird der Ausschuss erneut mit der gleichen Tagesordnung einberufen und trifft gültige Beschlüsse, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Die Gutachten werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder verabschiedet.

Widersetzt sich ein Mitglied dem von der Mehrheit geäußerten Gutachten, kann dieses Gutachten durch einen Vermerk ergänzt werden, der sich auf diese abweichende Meinung bezieht.

Der Ausschuss kann Personen seiner Wahl zu den Arbeiten heranziehen. Diese Personen sind nicht stimmberechtigt.

Art. 6 - Es ist einem Mitglied des Ausschusses nicht erlaubt, an Beratungen zu Themen teilzunehmen, an denen er ein Interesse hat, sei es persönlich, als Geschäftsträger oder durch Dritte.

Art. 7 - Die Mitglieder des Ausschusses haben ein Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten nach Maßgabe der auf die Generalbeamten der Wallonischen Region anwendbaren Bestimmungen.

Art. 8 - Die Regierung ersetzt das Mitglied des Ausschusses, das:

- 1° ohne triftigen Grund während drei aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend war;
- 2° sein Amt niederlegt;
- 3° die Eigenschaft, die zu seiner Ernennung geführt hat, verliert;
- 4° die mit seinem Amt einhergehenden Pflichten vernachlässigt.

KAPITEL IV — *Die Prüfstellen*

Art. 9 - Um in Anwendung von Artikel 4 des Dekrets zugelassen zu werden, muss die Prüfstelle rechtfertigen können, dass:

- 1° sie die Rechtspersönlichkeit besitzt;
- 2° sie nicht selbst Erzeugnisse anbaut, herstellt, verarbeitet oder verkauft, die aufgrund ihrer Natur mit denen vergleichbar sind, für die sie die Zulassung beantragt;
- 3° sie ständig über die notwendigen Mittel verfügt, um zu gewährleisten, dass die bei der Zuerkennung der Ursprungsbescheinigung, für die die Zulassung beantragt wird, festgelegten Bedingungen beachtet werden.

Sie muss Garantien bezüglich der Unparteilichkeit gegenüber den Unternehmen bieten, die Erzeugnisse, für die sie die Zulassung beantragt, anbauen, herstellen, verarbeiten oder verkaufen. Die Prüfstelle darf nicht von Personen geführt oder verwaltet werden, die ein Mandat oder eine Funktion als Angestellter innerhalb derartiger Unternehmen innehaben.

Art. 10 - Der Zulassungsantrag ist bei dem Minister einzureichen. Er muss mindestens folgende Unterlagen enthalten:

- 1° die Bezeichnung und den Gesellschaftssitz der Prüfstelle;
- 2° eine Abschrift der Satzungen;
- 3° die Darstellung der Kompetenzen und der technischen Mittel, die die antragstellende Prüfstelle in dem Bereich, für den die Zulassung beantragt wird, besitzt.

Art. 11 - Der Zulassungserlass wird der Prüfstelle zugestellt. In diesem Erlass werden die Bedingungen festgelegt, unter denen die Zulassung gewährt wird, die betroffenen Erzeugnisse, die Höchstbeträge der zu erhebenden Gebühr sowie die Dauer der Zulassung, die zehn Jahre nicht übersteigen darf. Der Zulassungserlass wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 12 - Die Prüfstelle hat folgende Verpflichtungen:

- 1° für die Ausstellung der Ursprungsbescheinigungen nur den in dem Zulassungserlass festgelegten Betrag einfordern;
- 2° im Falle von Analyse- und Prüfverfahren, die nicht von ihr selbst durchgeführt werden, nur auf jene Einrichtungen zurückgreifen, die vorab von der Regierung gemäß Artikel 6 des Dekrets zugelassen worden sind; diese Zulassung unterliegt den in den Artikeln 10 und 11 festgelegten Bedingungen und Verfahrensbestimmungen;
- 3° vor der Ausstellung der Ursprungsbescheinigung eine wirksame und unparteiliche Prüfung organisieren, die ermöglicht, zu überprüfen, ob der Antragsteller in der Lage ist, die Auflagen des Lastenheftes zu beachten;
- 4° die Ursprungsbescheinigungen auf der Grundlage der Muster, die in der Anlage zu dem vorliegenden Erlass festgelegt werden, ausstellen;
- 5° bei den Anspruchsberechtigten einer Ursprungsbescheinigung regelmäßig, und dies mindestens einmal im Jahr, prüfen, ob die in dem Lastenheft festgelegten Bedingungen eingehalten werden;
- 6° sich der Kontrolle durch die zu diesem Zweck vom Minister bevollmächtigen Beamten unterwerfen und diesen alle verlangten Informationen mitteilen;
- 7° ihren jährlichen Tätigkeitsbericht spätestens am 1. März des darauffolgenden Jahres hinterlegen. Dieser Bericht muss eine Beschreibung der angewandten Prüfverfahren und eine Synthese der erzielten Ergebnisse sowie ebenfalls die Finanzergebnisse des letzten Betriebsjahres und den Haushaltsentwurf für das kommende Jahr umfassen.

Art. 13 - § 1. Die Prüfstelle hat das Recht, durch einen an den Minister gerichteten Einschreibebrief auf ihre Zulassung zu verzichten. Dieser Verzicht wird erst nach drei Monaten ab dem Eingangsdatum des genannten Einschreibebriefes wirksam.

§ 2. Die gewährte Zulassung kann von der Regierung zeitweilig oder endgültig entzogen werden, in der Annahme, dass die Prüfstelle nicht weiter die verlangten Garantien vorweist oder ihre Verpflichtungen nicht weiter erfüllt. Die betreffende Prüfstelle wird vorher von dem Ausschuss angehört.

KAPITEL V. — *Gewährung, Entzug oder Abtretung einer Bescheinigung der Ursprungsbezeichnung*

Art. 14 - § 1. Der Antrag auf eine Bescheinigung der Ursprungsbezeichnung wird mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei der für die betreffende Ursprungsbezeichnung zugelassene Prüfstelle eingereicht.

§ 2. Der Beschluss über die Fähigkeit, die Auflagen des betreffenden Lastenheftes zu erfüllen, wird dem Antragsteller innerhalb von sechs Wochen nach dem Eingang des Antrags mitgeteilt.

Wird ein ablehnender Beschluss nicht in der vorerwähnten Frist mitgeteilt, so gilt die Ursprungsbescheinigung als erlangt.

§ 3. Der Mitteilung über die Gewährung einer Ursprungsbescheinigung wird ein Begleitdokument beigelegt, auf dem die Identität und die Anschrift des Anspruchsberechtigten der betreffenden Erzeugnisse sowie das jeweilige Lastenheft angeführt werden.

§ 4. Unbeschadet des Rechts, laut Artikel 5, 1° des Dekrets neue Analysen zu verlangen, kann gegen den Beschluss, die Zuerkennung einer Ursprungsbescheinigung zu verweigern, nach dem in den Artikeln 17 und 18 festgelegten Verfahren bei der Regierung ein Einspruch eingereicht werden.

Art. 15 - § 1. Falls die Prüfstelle im Rahmen einer Prüfung eine Nichtübereinstimmung mit dem Lastenheft feststellt, teilt sie dies dem Inhaber der Ursprungsbescheinigung innerhalb von acht Tagen per Einschreiben mit, wobei sie ihn gleichzeitig an die Maßnahmen erinnert, die eine Wiederherstellung der Übereinstimmung mit dem Lastenheft ermöglichen.

Die Verweigerung oder Behinderung des Prüfverfahrens wird einer Nichtübereinstimmung mit dem Lastenheft gleichgestellt.

Spätestens innerhalb eines Monats nach der Prüfung, bei der eine Nichtübereinstimmung festgestellt wurde, führt die Prüfstelle eine neue Prüfung durch. Der Inhaber einer Ursprungsbescheinigung kann von der Prüfstelle eine Gegenprüfung verlangen oder sich an eine andere zugelassene Prüfstelle wenden.

Die Ergebnisse werden dem Inhaber der Ursprungsbescheinigung innerhalb acht Tagen mitgeteilt.

§ 2. Nachdem der Inhaber der Ursprungsbescheinigung oder sein Vertreter im Anschluss an eine mindestens achtundvierzig Stunden vorher zugestellte Vorladung angehört worden ist, entzieht die Prüfstelle die betreffende Bescheinigung, falls die Nichtübereinstimmung mehr als einen Monat nach der Vorladung fortbesteht. In Dringlichkeitsfällen kann die Prüfstelle diese Frist verkürzen, wobei diese jedoch nie weniger als vier Kalendertage betragen darf.

Der Beschluss über den Entzug der Ursprungsbescheinigung wird dem Inhaber mitgeteilt. Gegen den genannten Beschluss kann nach dem in den Artikeln 17 und 18 festgelegten Verfahren bei der Regierung Einspruch erhoben werden.

Art. 16 - Eine Ursprungsbescheinigung kann nur gemeinsam mit dem für die Erzeugung der betreffenden Produkte benutzten Betriebsvermögen abgetreten werden und nur unter der Bedingung, dass sich der Unternehmer schriftlich dazu verpflichtet, das Lastenheft und dessen spätere Abänderungen zu beachten und in die Prüfung dieser Beachtung einzuwilligen.

Die Abtretung wird erst wirksam, nachdem die Prüfstelle überprüft hat, dass diese Bedingungen erfüllt sind. Der Unternehmer muss einen diesbezüglichen Prüf Antrag bei der zugelassenen Prüfstelle einreichen.

Die Prüfstelle setzt den Unternehmer und den Überlasser innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingangsdatum des Antrags von ihrem Beschluss in Kenntnis. In Ermangelung einer Mitteilung innerhalb dieser Frist gilt der Beschluss als positiv.

Gegen den Beschluss der Prüfstelle kann nach dem in den Artikeln 17 und 18 festgelegten Verfahren bei der Regierung Einspruch erhoben werden.

KAPITEL VI — *Einspruch bei der Regierung*

Art. 17 - § 1. Unter Gefahr der Ungültigkeit wird der Einspruch dem Minister innerhalb eines Monats nach dem Eingang der Mitteilung des Ablehnungs- oder Entziehungsbeschlusses mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt. In diesem Schreiben werden die Mittel des Beschwerdeführers erläutert. Eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses wird beigelegt.

Der Einspruch kann durch einen Mandatsträger eingereicht werden; in diesem Fall wird dem Einspruch die betreffende Vollmacht beigelegt.

Innerhalb der gleichen Frist wird eine Abschrift des Einspruchs der Prüfstelle, die diesen Beschluss gefasst hat, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt. Diese Prüfstelle übermittelt dem Minister die vollständige Akte.

§ 2. Der Minister oder sein Vertreter hört den Beschwerdeführer oder seinen Mandatsträger an; diese Anhörung wird protokolliert. Das Protokoll der Anhörung sowie ggf. die Schriftsätze oder die vom Beschwerdeführer hinterlegten Stücke werden der Akte beigelegt.

§ 3. Der Einspruch bei der Regierung hat keine aufhebende Wirkung.

Art. 18 - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum, an dem der Einspruch erhoben wurde, wird der Beschluss der Regierung dem Beschwerdeführer zugestellt, wobei der Prüfstelle, die den angefochtenen Beschluss gefasst hatte, gleichzeitig eine Abschrift dieses Beschlusses übermittelt wird.

KAPITEL VII — *Aufhebende Bestimmungen*

Art. 19 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 15, § 2 des Dekrets werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung der Bedingungen zur Anerkennung der Ausstellungsstellen;

2° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs;

3° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Satzungen der Kommission für Qualitätszeichen und Ursprungsbezeichnungen;

4° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 über die von den bescheinigenden Stellen auszustellenden Bescheinigungen über die Güte, den lokalen Ursprung oder den Wallonischen Ursprung;

5° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 über die Kennzeichen, die das Wallonische Gütezeichen, die lokale Ursprungsbezeichnung und die Wallonische Ursprungsbezeichnung darstellen;

6° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Anerkennung von bescheinigenden Stellen im Rahmen des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des wallonischen Ursprungs und die Bezeichnung des lokalen Ursprungs;

§ 2 In Abweichung von § 1 werden die Zulassungen der Prüfstellen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. September 1997 über die Ausstellung der "Bezeichnung des Lokalen Ursprungs - Bincher Spitze" und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 über die Ausstellung der Bezeichnung des Lokalen Ursprungs "Pierre bleue dite Petit Granit d'âge géologique tournaisien" bis zum Ablauf des ursprünglich festgelegten Zeitraums aufrecht erhalten.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt.

Art. 21 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 2004.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA
Anlage

Muster der Bescheinigung des lokalen Ursprungs und der Bescheinigung des wallonischen Ursprungs "(Erzeugnis + Ursprung)"

vergeben an:

Vertreter der Vereinigung /des Unternehmens:

in der Eigenschaft als:

Datum der Veröffentlichung der Satzungen im Belgischen Staatsblatt (im Fall einer Handelsgesellschaft):

mit Sitz in:

von der Prüfstelle:

Die Vereinigung/das Unternehmen wird zugelassen für die Erzeugung von "(Erzeugnis + Ursprung)" unter der geschützten Ursprungsbezeichnung gemäß des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region.

Die durch den Anspruchsberechtigten unter der geschützten Ursprungsbezeichnung verkauften Erzeugnisse "(Erzeugnis + Ursprung)" müssen das folgende Logo tragen:

(LOGO)

Geschehen in, den

für die Prüfstelle

Gültig bis

Name und Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Ausführung von Kapitel I des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region beigefügt zu werden.

Namur, den 29. April 2004.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3135

[C - 2004/27193]

29 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van hoofdstuk I van het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies 36.538/2 van de Raad van State gegeven op 3 maart 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° het decreet : het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor Economie;

3° het bestuur : de Directie Coördinatie, Reglementering en Keurmerken van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van een oorsprongsbenaming*

Art. 2. § 1. Elke onderneming of groepering, al dan niet met rechtspersoonlijkheid en gevestigd in het Waalse Gewest, kan de erkenning van de oorsprongsbenaming in de zin van hoofdstuk I van het decreet aanvragen.

§ 2. De aanvraag wordt gericht aan de Minister en gaat vergezeld van een verweerschrift alsook van een ontwerp van productdossier met een beschrijving van de voorwaarden waaraan het/de betrokken product(en) moet(en) voldoen om vervaardigd, verwerkt, te koop aangeboden of verkocht te kunnen worden onder de voorgestelde oorsprongsbenaming.

De aanvraag om erkenning van een benaming van lokale oorsprong vermeldt bovendien de productie- en verwerkingsgebieden.

De aanvraag bevat ook het voorstel van een erkende certificerende instelling.

§ 3. De aanvraag is het voorwerp van een officieel bericht in het *Belgisch Staatsblad* die betrokken derden erom verzoekt hun opmerkingen te doen gelden bij het bestuur binnen een termijn van één maand. De aanvrager(s) wordt(worden) op de hoogte gebracht van de eventuele opmerkingen en worden erom verzocht een antwoord te geven binnen een maximumtermijn van één maand. De aanvraag, vergezeld van het advies van het bestuur, de eventuele opmerkingen van derden en de daarop gegeven antwoorden, wordt voorgelegd aan de wetenschappelijke Adviescommissie voor niet-agrovoedingsproducten bedoeld in hoofdstuk III, die een advies geeft binnen 3 maanden nadat de zaak bij haar aanhangig is gemaakt.

§ 4. Indien de Regering de aanvraag om erkenning van een oorsprongsbenaming toestaat, stelt zij het productdossier vast.

Het besluit wijst de erkende certificerende instelling aan voor de controles en het afgeven van de oorsprongsat-testen alsook, in voorkomend geval, de laboratoria belast met de analyses.

Dat besluit van de Regering wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK III. — *De wetenschappelijke Adviescommissie voor niet-agrovoedingsproducten*

Art. 3. De bij artikel 8 van het decreet ingestelde wetenschappelijke Adviescommissie, hierna "de Commissie" bedoeld, is gelegen in de zetel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad voor het Waalse Gewest).

De Commissie bestaat uit :

- twee vertegenwoordigers van universitaire instellingen;
- twee vertegenwoordigers van wetenschappelijke onderzoekscentra;
- twee vertegenwoordigers van niet-universitaire hogere instellingen;
- twee vertegenwoordigers van het bestuur.

Die vertegenwoordigers worden door de Regering benoemd voor een hernieuwbare duur van drie jaar.

De voorzitter van de Commissie wordt benoemd onder haar leden door de Regering. Bij verhindering van deze, wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste Commissielid. Het secretariaat wordt waargenomen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Art. 4. De Commissie neemt een huishoudelijk reglement aan, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Minister.

Dat reglement bepaalt met name :

1° de modaliteiten voor de oproeping van de leden, opstelling van het agenda, opstelling en goedkeuring van de processen-verbaal, adviezen en andere door de Commissie opgestelde stukken;

2° de regels voor deelname aan de zittingen alsook het beslechten van belangenconflicten;

3° de delegaties van handtekening.

Art. 5. De Commissie kan enkel rechtsgeldig beslissen bij aanwezigheid van ten minste de helft van haar leden. Indien die voorwaarde niet wordt vervuld, wordt de Commissie opnieuw bijeengeroepen met hetzelfde agenda en kan rechtsgeldig beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviezen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden aangenomen.

Wanneer een lid zich verzet tegen het advies van de meerderheid, kan het advies worden aangevuld met melding van de afwijkende mening.

De Commissie kan een beroep doen op personen die zij kiest. Die personen hebben geen beslissende stem.

Art. 6. Een Commissielid mag niet beslissen over zaken waarin hij belangen heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde, hetzij via een tussenpersoon.

Art. 7. De Commissieleden hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de regels die toepasselijk zijn op de ambtenaren-generaal van het Waalse Gewest.

Art. 8. De Regering vervangt het Commissielid dat :

- 1° niet heeft gezeteld tijdens drie opeenvolgende vergaderingen zonder geldige reden;
- 2° zijn mandaat vacant laat;
- 3° de hoedanigheid waarin hij werd benoemd, verliest;
- 4° zijn ambtsplichten verzuimt.

HOOFDSTUK IV. — *De certificerende instellingen*

Art. 9. Om erkend te kunnen zijn ter uitvoering van artikel 4 van het decreet, moet de certificerende instelling bewijzen dat :

- 1° ze rechtspersoonlijkheid geniet;
- 2° dat zij zelf geen gelijksoortige producten als degene waarvoor zij de erkenning vraagt, produceert, vervaardigt, verwerkt of verkoopt;
- 3° dat zij voortdurend beschikt over de middelen die nodig zijn om te zorgen voor de controle op de inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de oorsprongsbenaming waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

De certificerende instelling moet voldoende waarborgen van onafhankelijkheid geven ten opzichte van de ondernemingen die belast zijn met de productie, vervaardiging, verwerking of verkoop van de producten waarvoor zij de erkenning vraagt.

Die instelling mag niet bestuurd of beheerd worden door personen die in zulke ondernemingen mandaten vervullen of als bedienden worden tewerkgesteld.

Art. 10. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij de Minister en bevat volgende elementen :

- 1° de benaming en de sociale zetel van de certificerende instelling;
- 2° een afschrift van de statuten;
- 3° de lijst van de bevoegdheden en technische middelen waarover de aanvragende instelling beschikt op het gebied waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

Art. 11. Het erkenningsbesluit wordt genotificeerd aan de certificerende instelling. Het bepaalt de voorwaarden waaronder de erkenning wordt verleend, de betrokken producten en de maximale belastingen die moeten worden geïnd alsook de duur van de erkenning (maximum 10 jaar). Dat besluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De certificerende instelling is verplicht :

- 1° voor de toekenning van de oorsprongsattesten enkel het bedrag van de bij het erkenningsbesluit bepaalde kosten te eisen;
- 2° wat betreft de controles en analyses die zij niet zelf uitvoert, enkel een beroep te doen op instellingen die door de Regering vooraf erkend zijn overeenkomstig artikel 6 van het decreet; die erkenning is onderworpen aan de in artikelen 10 en 11 bepaalde voorwaarden en procedure;
- 3° een efficiënte en onpartijdige controle in te stellen voor het afgeven van het oorsprongsattest, waarbij kan worden nagegaan of de aanvrager bekwaam is het productdossier na te leven;
- 4° de oorsprongsattesten af te geven overeenkomstig de in bijlage bij dit besluit vastgestelde modellen;
- 5° zich ervan te vergewissen, en minstens één keer per jaar, bij de personen die een oorsprongsattest genieten, dat de in het productdossier vastgestelde voorwaarden zijn vervuld;
- 6° zich te onderwerpen aan de controle van de door de Minister daartoe gemachtigde ambtenaren en hen elke vereiste informatie over te maken;
- 7° het jaarlijks activiteitenverslag te overhandigen uiterlijk op 1 maart van het volgende jaar. Dat verslag bevat een beschrijving van de gebruikte controlemethoden en een synthese van de verkregen resultaten, alsook de financiële resultaten van het afgelopen boekjaar en het begrotingsontwerp voor het volgende jaar.

Art. 13. § 1. De certificerende instelling kan elk ogenblik afzien van zijn erkenning bij een aan de Minister geadresseerde aangetekende brief. Het afzien wordt pas definitief na een periode van drie maanden vanaf de ontvangst van de aangetekende brief.

§ 2. De verleende intrekking kan worden opgeschort of ingetrokken door de Regering indien de certificerende instelling de vereiste waarborgen niet meer biedt of zijn verplichtingen verzuimt. De betrokken instelling wordt vooraf gehoord door de Commissie.

HOOFDSTUK V. — *Verlening, intrekking en overdracht van een attest van oorsprongsbenaming*

Art. 14. § 1. De aanvraag om een attest van oorsprongsbenaming wordt bij ter post aangetekende brief ingediend bij de certificerende instelling die erkend is voor de betrokken oorsprongsbenaming.

§ 2. De beslissing over de bekwaamheid om het betrokken productdossier na te leven wordt genotificeerd aan de aanvrager binnen een termijn van zes weken vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Het oorsprongsattest wordt geacht verleend te zijn bij gebrek aan weigering die genotificeerd is binnen de gestelde termijn.

§ 3. De notificatie van verlening van een oorsprongsattest gaat vergezeld van een getuigschrift met vermelding van de identiteit en adres van de begunstigde, de betrokken producten en het desbetreffende productdossier.

§ 4. Onverminderd het recht om nieuwe analyses te vereisen overeenkomstig artikel 5, 1°, van het decreet, kan de beslissing tot weigering van verlening van een oorsprongsattest het voorwerp uitmaken van een beroep bij de Regering volgens de in artikelen 17 en 18 vastgestelde procedure.

Art. 15. § 1. Indien een controle een gebrek aan conformiteit met het betrokken productdossier aantoont, brengt de controle-instelling het bij aangetekende brief ter kennis van de houder van het oorsprongsattest binnen acht dagen en herinnert hem de maatregelen die hij moet treffen om die conformiteit te herstellen.

De weigering van een controle of verhindering daarvan wordt gelijkgesteld met een gebrek aan conformiteit.

Een nieuwe controle wordt uitgevoerd door de certificerende instelling uiterlijk binnen de maand na de controle die het gebrek aan conformiteit heeft aangetoond. De houder van een oorsprongsattest kan de certificerende instelling verzoeken om een tegenonderzoek uit te voeren of zich wenden tot een andere erkende certificerende instelling.

De resultaten van die controle worden genotificeerd aan de houder van het oorsprongsattest binnen een termijn van acht dagen.

§ 2. Na de houder van het oorsprongsattest of zijn gemachtigde te hebben gehoord na oproeping gericht minstens achtenveertig uur vooraf, wordt dit attest ingetrokken door de certificerende instelling indien de niet-conformiteit voortduurt meer dan één maand na de oproeping. In spoedeisende gevallen kan die laatste termijn verkort worden door de certificerende instelling maar bedraagt minstens vier kalenderdagen.

De beslissing tot intrekking van het oorsprongsattest wordt genotificeerd aan de houder.

Die beslissing kan het voorwerp uitmaken van een beroep bij de Regering volgens de in artikelen 17 en 18 vastgestelde procedure.

Art. 16. Een vergunning kan enkel worden overgedragen met de activa gebruikt voor de productie van de betrokken producten en met de geschreven verbintenis van de overnemer om het productdossier en de latere wijzigingen daarvan na te leven, en om de controles op die naleving te aanvaarden.

De overdracht is pas van kracht na verificatie door de certificerende instelling dat deze voorwaarden worden vervuld. De aanvraag om verificatie wordt door de overnemer ingediend bij de erkende certificerende instelling.

De beslissing van de certificerende instelling wordt genotificeerd aan de overdrager en de overnemer binnen een termijn van twee maanden vanaf de indiening van de aanvraag. Bij gebrek aan notificatie binnen die termijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

De beslissing van de certificerende instelling kan het voorwerp uitmaken van een beroep bij de Regering volgens de in artikelen 17 en 18 vastgestelde procedure.

HOOFDSTUK VI. — *Beroep bij de Regering*

Art. 17. § 1. Op straffe van verval, wordt het beroep ingediend bij ter post aangetekende brief en gericht aan de Minister binnen de maand van ontvangst van de kennisgeving van de beslissing. Die brief geeft een beknopte beschrijving van de middelen van de verzoeker; een afschrift van de kennisgeving van de bestreden beslissing wordt daarbij gevoegd.

Het beroep kan worden ingediend door een gemachtigde; in dit geval wordt de volmacht gevoegd bij het beroep.

Een afschrift van het beroep wordt gestuurd binnen dezelfde termijn en bij ter post aangetekende brief aan de certificerende instelling die de betrokken beslissing heeft genomen. Die maakt het volledige dossier over aan de Minister.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde hoort de verzoeker of zijn gemachtigde; een proces-verbaal wordt opgemaakt en gevoegd bij het dossier, samen met de eventuele memories of stukken ingediend door de verzoeker.

§ 3. Het beroep bij de Regering heeft geen schorsende kracht.

Art. 18. De beslissing van de Regering wordt genotificeerd aan de verzoeker met een afschrift aan de certificerende instelling die de bestreden beslissing heeft genomen, binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het beroep.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 19. § 1. Onverminderd artikel 15, § 2, van het decreet, worden opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 tot vaststelling van de voorwaarden inzake erkenning van de attesterende instellingen;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 tot vaststelling van de samenstelling en de statuten van de Commissie voor de kwaliteitslabels en aanduidingen van oorsprong;

4° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 betreffende de attesten van kwaliteit, lokale oorsprong of Waalse oorsprong die de certificerende instellingen moeten afgeven;

5° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 betreffende de kenmerken die het Waalse kwaliteitslabel, de aanduidingen van lokale en van Waalse herkomst uitbeelden;

6° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 houdende erkenning van certificerende instellingen in het kader van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong.

§ 2. In afwijking van § 1, worden de erkenningen van de certificerende instellingen toegekend bij het besluit van de Waalse Regering van 11 september 1997 tot toekenning van de aanduiding van lokale herkomst "Binche Kant" en bij het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 betreffende de toekenning van de aanduiding van lokale herkomst " Pierre bleue dite Petit Granit d'âge géologique tounaisien " (Doornikse steen of petit granit), gehandhaafd tot het aflopen van de aanvankelijk vastgestelde periode.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

Bijlage

Model van attest van lokale oorsprong of Waalse oorsprong « (product + oorsprong) »

Verleend aan :

Ter vertegenwoordiging van de groepering/de onderneming :

Als :

Datum van bekendmaking van de statuten in het *Belgisch Staatsblad* (indien handelsvennootschap) :

Gelegen te :

Door de certificerende instelling :

De groepering/onderneming is erkend voor de productie van "(product + oorsprong)" onder de beschermde oorsprongaanduiding krachtens het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002.

De producten verkocht door de begunstigde onder de beschermde oorsprongaanduiding "(product + oorsprong)" moeten het volgende logo dragen :

(LOGO)

Opgemaakt te, op

voor de certificerende instelling

Vervaldatum

Naam en ondertekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 houdende uitvoering van hoofdstuk I van het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92.

Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA